

Dix ans d'évolution de l'emploi dans l'aire urbaine de Toulouse **Des activités économiques spécifiques et performantes**

L'évolution de l'emploi est un témoin du niveau de performance économique d'un territoire. À ce titre, sur une période longue de dix ans (2000 - 2010), l'aire urbaine de Toulouse se caractérise par sa « sur-performance », gagnant en moyenne 8 300 emplois / an. Cette situation favorable, qui témoigne d'avantages structurels forts, n'assure pas pour autant le devenir de la métropole, aujourd'hui confrontée à des annonces de restructurations importantes d'entreprises.

Un long cycle de croissance des emplois

Depuis près de 20 ans, l'emploi salarié privé n'a cessé de croître. Des années de croissance, dans un contexte de ruptures technologiques, jalonnées de crises soudaines, pour certaines brutales, de nature sectorielle ou économique. Autant de temps forts qui ont tracé les lignes de croissance de l'aire urbaine de Toulouse :

• 1994-1997 : une économie convalescente et en reprise

L'activité se relance, après le choc de la crise pétrolière et la guerre du Golfe, y compris dans l'aire urbaine de Toulouse, avec des gains d'emplois en moyenne annuelle de +5 400.

• 1998-2001 : la bulle « internet »

Quatre années de très forte croissance, dopées par les activités numériques et informatiques, durant lesquelles l'aire de Toulouse enregistre des gains d'emplois records : +14 500 en moyenne.

• 2002-2007 : retour à la normale

La bulle spéculative se dégonfle avec la crise boursière de 2002. S'ouvre alors une période intermédiaire de six années fixant les gains d'emplois sur l'aire de Toulouse, en moyenne, à + 9 000 par an,

• 2008-2009 : crise des subprimes

La crise financière gagne l'économie « réelle » dès 2008 impactant très largement l'emploi. Dans cette période dure, surtout en 2009, l'aire de Toulouse continue à gagner des emplois mais à un rythme nettement inférieur aux années passées : +3 400 par an.

• 2010 : rebond ?

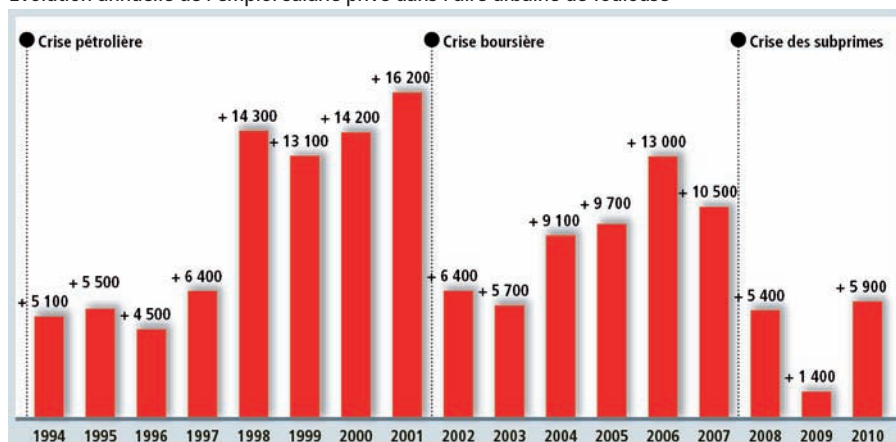
Avec 5 900 emplois salariés privés supplémentaires en 2010, l'aire de Toulouse renoue avec la croissance. Si les carnets de commandes d'Airbus assurent un moteur à l'économie toulousaine, les défaillances d'entreprises sont néanmoins en forte augmentation. Certaines d'envergure (Freescale), d'autres plus locales. Les annonces de restructuration sont également inquiétantes (Sanofi, Fram, Air France...) même si elles recouvrent toutes des réalités différentes.

Les chiffres clés de l'aire urbaine de Toulouse

Évolution annuelle des emplois salariés privés :

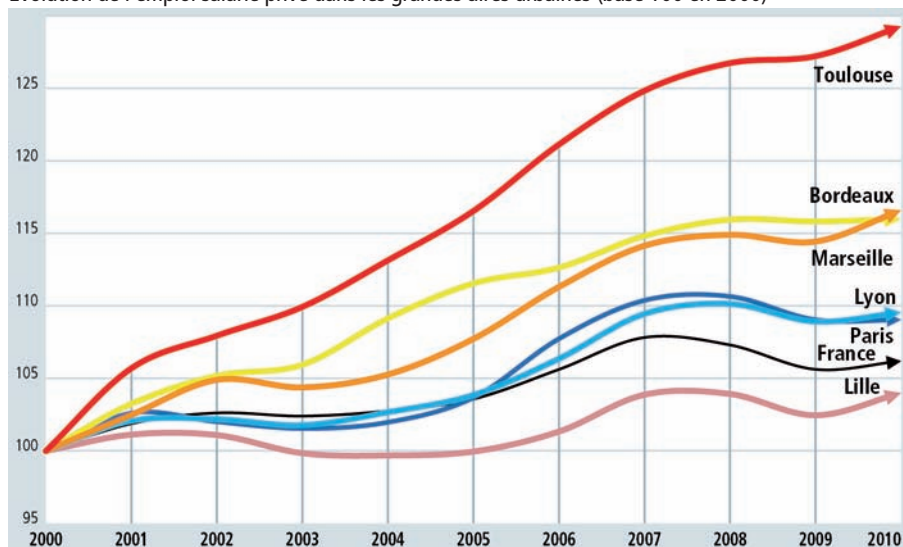
- avant la crise (2000-2007) : + 3,2 %
- dans la crise (2007-2009) : + 1,0 %
- depuis la crise (2009-2010) : + 1,6 %

Evolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse



Source : Pôle Emploi.

Evolution de l'emploi salarié privé dans les grandes aires urbaines (base 100 en 2000)



Source : Pôle Emploi.

Une croissance sans équivalent...

Depuis dix ans, les emplois salariés privés ont augmenté de près de 30 % dans l'aire urbaine de Toulouse, soit 80 000 emplois supplémentaires. Cette progression est sans aucune comparaison au niveau national. Les aires urbaines de Bordeaux et Marseille, qui représentent les deuxième et troisième plus fortes évolutions des grandes aires urbaines enregistrent « seulement » une augmentation de 15 % de leurs effectifs.

De 2000 à 2007, le taux de croissance des emplois salariés privés s'est élevé à + 3,2 % par an dans l'aire de Toulouse. Cette forte dynamique semble avoir constitué un « amortisseur » dans la crise⁽¹⁾, comme à Montpellier, Nantes, Bordeaux, Toulon ou Marseille.

Néanmoins, l'impact de la crise a été fort et soudain, freinant nettement ce rythme de croissance toulousaine. Ainsi, le taux annuel d'évolution des emplois dans la crise baisse de 2,2 points par rapport à la période antérieure de 2000 à 2007. Cette baisse représente 6 700 emplois salariés privés gagnés en moins chaque année dans la crise, ce qui la positionne au 4^e rang des « plus impactées » (en volume) derrière les aires urbaines de Paris, Lyon et Nice.

Son évolution en sortie de crise, sur l'année 2010, constitue un autre point important. Avec des effectifs en hausse de + 1,6 %, l'aire urbaine de Toulouse ne retrouve pas son rythme passé. Cette situation s'explique aussi par sa relative bonne tenue dans la crise ne nécessitant pas un « rattrapage » aussi fort qu'ailleurs.

(1) Le dossier n°23 de la Fnau « L'emploi local face à la crise de 2008 à 2009 », publié en avril 2011, analyse les facteurs de résistance locaux dans la crise. La publication montre justement que les variables de dynamisme et d'attractivité ont eu un rôle de protection dans la crise.

Taux d'évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les grandes aires urbaines*

Evolution 2000 à 2007 "avant la crise"	Evolution 2007 à 2009 "dans la crise"	Evolution 2009 à 2010 "depuis la crise"
1. Montpellier + 3,3 %	1. Toulouse + 1,0 %	1. Saint-Étienne + 3,1 %
2. Toulouse + 3,2 %	2. Montpellier + 0,8 %	2. Nantes + 2,8 %
3. Toulon + 2,6 %	3. Marseille-Aix + 0,4 %	3. Tours + 2,1 %
4. Nantes + 2,5 %	4. Nantes + 0,2 %	4. Bordeaux + 1,9 %
5. Rennes + 2,1 %	5. Bordeaux + 0,1 %	5. Toulouse + 1,6 %
6. Marseille - Aix + 2,0 %	6. Toulon - 0,1 %	6. Lille + 1,5 %
7. Nice + 1,9 %	7. Lyon - 0,2 %	7. Montpellier + 1,5 %
8. Bordeaux + 1,9 %	8. Avignon - 0,3 %	8. Rennes + 1,2 %
9. Avignon + 1,9 %	9. Nancy - 0,5 %	9. Clermont-Ferrand + 1,2 %
10. Douai - Lens + 1,5 %	10. Paris - 0,6 %	10. Douai - Lens + 1,2 %
11. Paris + 1,4 %	11. Lille - 0,7 %	11. Nice + 1,0 %
12. Grenoble + 1,4 %	12. Nice - 0,8 %	12. Avignon + 0,6 %
13. Tours + 1,3 %	13. Strasbourg - 0,8 %	13. Lyon + 0,6 %
14. Lyon + 1,3 %	France - 1,0 %	France + 0,5 %
France + 1,1 %	14. Rouen - 1,2 %	14. Strasbourg + 0,5 %
15. Clermont-Ferrand + 1,1 %	15. Rennes - 1,2 %	15. Rouen + 0,2 %
16. Nancy + 0,7 %	16. Clermont-Ferrand - 1,3 %	16. Marseille-Aix + 0,2 %
17. Rouen + 0,6 %	17. Douai-Lens - 1,5 %	17. Grenoble + 0,1 %
18. Lille + 0,5 %	18. Tours - 1,6 %	18. Paris 0,0 %
19. Strasbourg + 0,3 %	19. Grenoble - 1,9 %	19. Toulon - 0,4 %
20. Saint-Étienne + 0,2 %	20. Saint-Étienne - 2,4 %	20. Nancy - 0,6 %

* Au sens démographique, les 20 aires urbaines de province hébergeant le plus d'habitants. Ce sont donc les mêmes 20 grandes aires urbaines classées selon le rythme d'évolution de leurs emplois aux trois dates.

Source : Pôle Emploi.

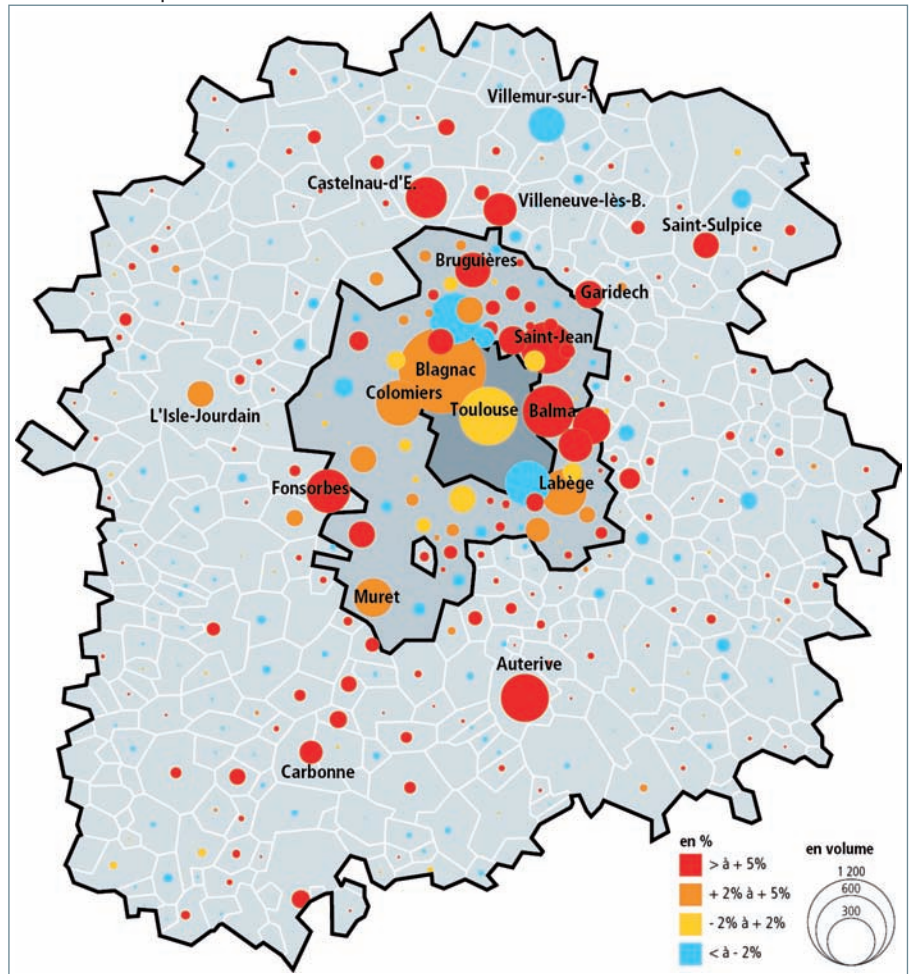
... avec une banlieue créatrice d'emplois

Depuis 2000, les emplois salariés privés situés en banlieue ont cru de près de 50 %. Ils représentent désormais 40 % des emplois de l'aire urbaine de Toulouse, soit 5 points de plus qu'il y a dix ans. Cette montée en puissance a bien évidemment des incidences sur le fonctionnement du territoire, notamment de par les déplacements qu'elle génère.

La commune de Toulouse poursuit son développement avec près de 2 500 emplois salariés privés de plus par an. De grands projets, à vocation mixte ou dédiée, (Oncopole, Bordelongue, Borderouge, Montaudran Aerospace, Cartoucherie, Matabiau à plus long terme...), vont s'accompagner d'un développement de l'offre immobilière, constituant des opportunités de redynamisation de la ville centre : la production de logements et l'accueil de nouveaux habitants permettent également de soutenir l'économie résidentielle.

En première et deuxième couronne, la banlieue connaît une dynamique ininterrompue de croissance, profitant essentiellement à Toulouse Métropole et au Sicoval. Les gains s'élèvent en moyenne à 4 800 emplois salariés privés supplémentaires par an. Cette croissance est fortement polarisée par Blagnac et Colomiers au Nord-Ouest, Labège et Ramonville au Sud-Est. La polarité du Nord-Ouest, qui s'étend en partie sur Toulouse, a vu ses emplois doubler en dix ans, passant de 23 000 à 46 000 emplois qui prennent évidemment appui sur les activités aéronautiques et de sous-traitance. Le pôle Sud-Est, en continuité du complexe scientifique de Rangueil, a vu également ses emplois augmenter, passant de 15 000 à 20 000.

Evolution des emplois entre 2009 et 2010 dans l'aire urbaine de Toulouse

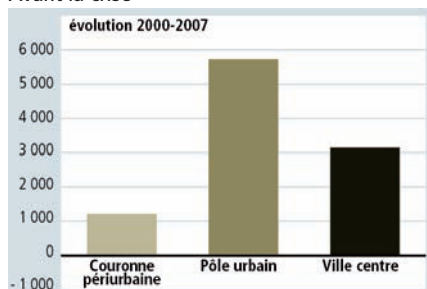


En banlieue aussi, l'engagement de grands projets, y compris mixtes, sera de nature à renforcer son rôle. Se pose, en revanche, la question des grands équilibres économiques et de la complémentarité des pôles d'emploi. Au-delà de la banlieue, la couronne périurbaine suit le rythme du développement démographique, en gagnant un peu plus de

1 000 emplois salariés privés par an depuis dix ans⁽¹⁾. Le passage de la crise y a été, en revanche, plus dur avec des pertes d'emplois, mais l'année 2010 constitue un net rebond avec 2 000 emplois supplémentaires.

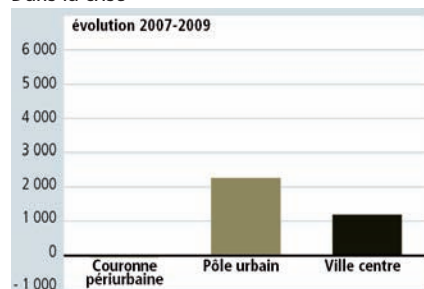
(1) Il faudrait ici considérer plus largement les emplois, en intégrant les indépendants et les emplois agricoles, plus représentatifs en couronne périurbaine et en forte évolution.

Avant la crise

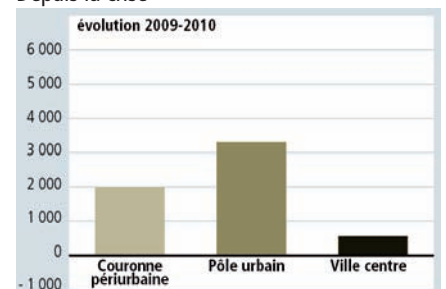


Source : Pôle Emploi.

Dans la crise



Depuis la crise



Performance des territoires :

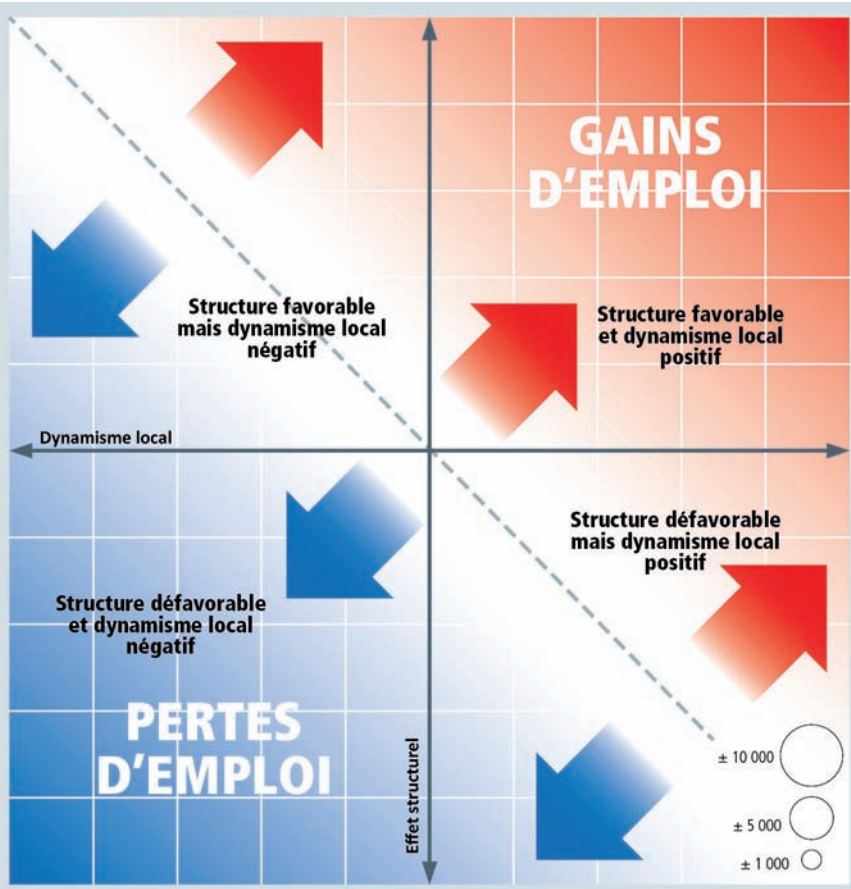
Méthode :

Cette approche sur la performance a pour objectif de comparer les 20 plus grandes aires urbaines de France (hors Paris) entre elles.

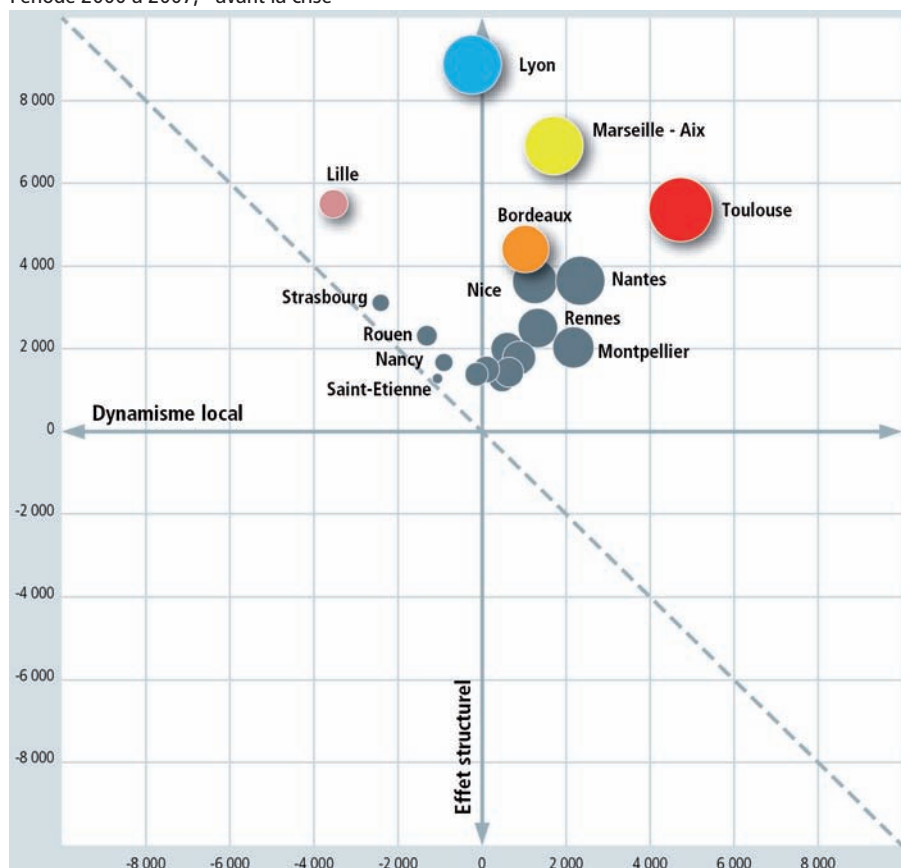
Pour chaque aire urbaine, on mesure ce qu'aurait été l'évolution de l'emploi si ses secteurs d'activité avaient évolué au rythme des autres aires urbaines (hors Paris).

Il s'agit d'une évolution « attendue », dite structurelle, dépendant directement du portefeuille d'activité de chaque aire urbaine. Cette évolution figure sur l'axe vertical des graphiques.

L'écart entre l'évolution réelle observée et cette évolution attendue constitue un solde, positif ou négatif, qui mesure l'effet géographique du territoire. Cet effet résume l'influence des facteurs autres que structurels. Il est indiqué sur l'axe horizontal des graphiques.



Période 2000 à 2007, "avant la crise"



Avant la crise, dynamique structurelle et géographique se combinent sur Toulouse

Parmi les plus grandes aires urbaines de Province, Toulouse est celle qui affiche la plus grande efficacité dans la période de 2000 à 2007. Les emplois salariés privés y progressent de 10 000 postes par an. Son orientation économique n'y est pas étrangère. Elle a permis à elle seule de générer 5 400 emplois de plus par an, soit un peu plus qu'à Bordeaux (4 400), autant qu'à Lille (5 500) mais moins qu'à Marseille (6 900) et Lyon (8 900).

A ces avantages structurels, s'ajoute dans l'aire de Toulouse plus qu'ailleurs un dynamisme local particulièrement important. Les activités toulousaines, déjà bien orientées, se caractérisent par des « sur gains » d'emplois. Cette « sur performance géographique » se traduit par le gain de 4 700 emplois salariés privés par an, ce qui place l'aire urbaine de Toulouse loin devant les autres. Viennent en suivant les aires de Nantes (+ 2 300) et Montpellier (+ 2 200).

Source : Pôle Emploi.

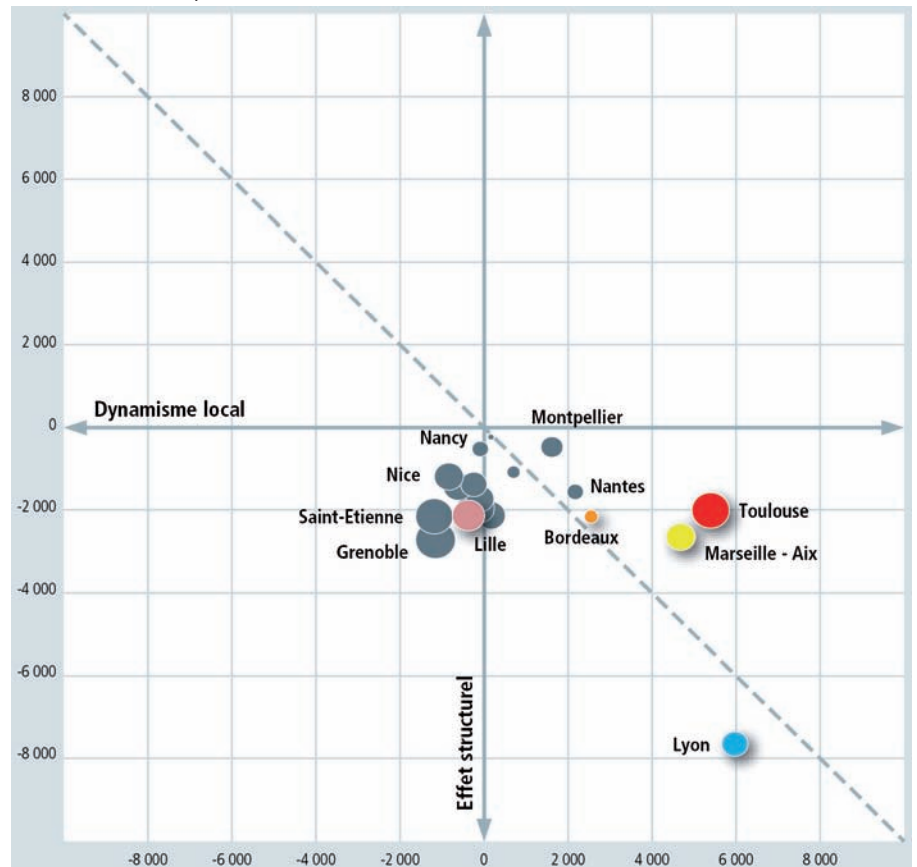
effets structurels et dynamisme local

Dans la crise, la résistance toulousaine prend racine dans ses ressources propres

En 2008 et surtout 2009, seules cinq aires urbaines continuent à gagner des emplois. L'aire urbaine de Toulouse, là encore, fait bonne figure en assurant le gain net de 3 400 emplois par an.

Son portefeuille d'activités aurait pourtant constitué un handicap dans la crise. Si les secteurs d'activités toulousains avaient suivi l'évolution des autres aires urbaines, Toulouse aurait effectivement perdu 2 000 emplois. Mais l'économie toulousaine peut s'appuyer sur des ressources propres. Cette « sur performance géographique » est forte, même plus forte qu'avant la crise, puisqu'elle permet le gain de 5 400 emplois supplémentaires par an.

Période 2007 à 2009, "dans la crise"



Source : Pôle Emploi.

Depuis, un moindre « rattrapage » sur Toulouse

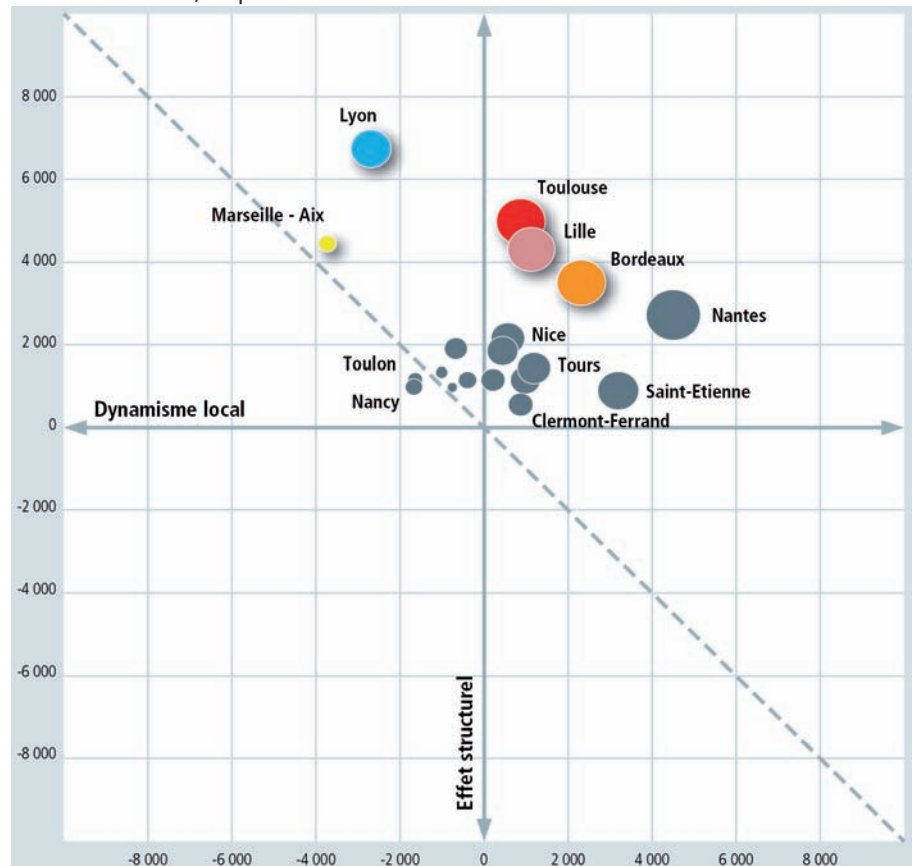
Au sein des territoires, la dureté de la crise a sanctionné l'emploi. 2010 renoue avec la croissance, avec parfois de vraies ruptures. C'est le cas notamment pour les aires urbaines de Lille et de Saint-Étienne, en net regain depuis la crise de 2008-2009.

Dans ce contexte, l'aire urbaine de Toulouse retrouve un rythme de croissance important avec 5 900 emplois de plus. Il est toutefois inférieur aux tendances passées.

La dynamique structurelle retrouve son niveau d'avant crise assurant le gain de 5 000 emplois. La hiérarchie des aires urbaines est à cet égard redevenue ce qu'elle était, Toulouse étant même un peu mieux placée.

En revanche, la dynamique locale a suivi à des évolutions nouvelles. L'aire urbaine de Toulouse rentre dans le rang, avec seulement 900 emplois salariés privés « sur gagnés » en 2010. Le trio de tête est constitué de Nantes (4 500 emplois), Saint-Étienne (3 200 emplois) et Bordeaux (2 300 emplois) avec des fondements totalement différents.

Période 2009 à 2010, "depuis la crise"



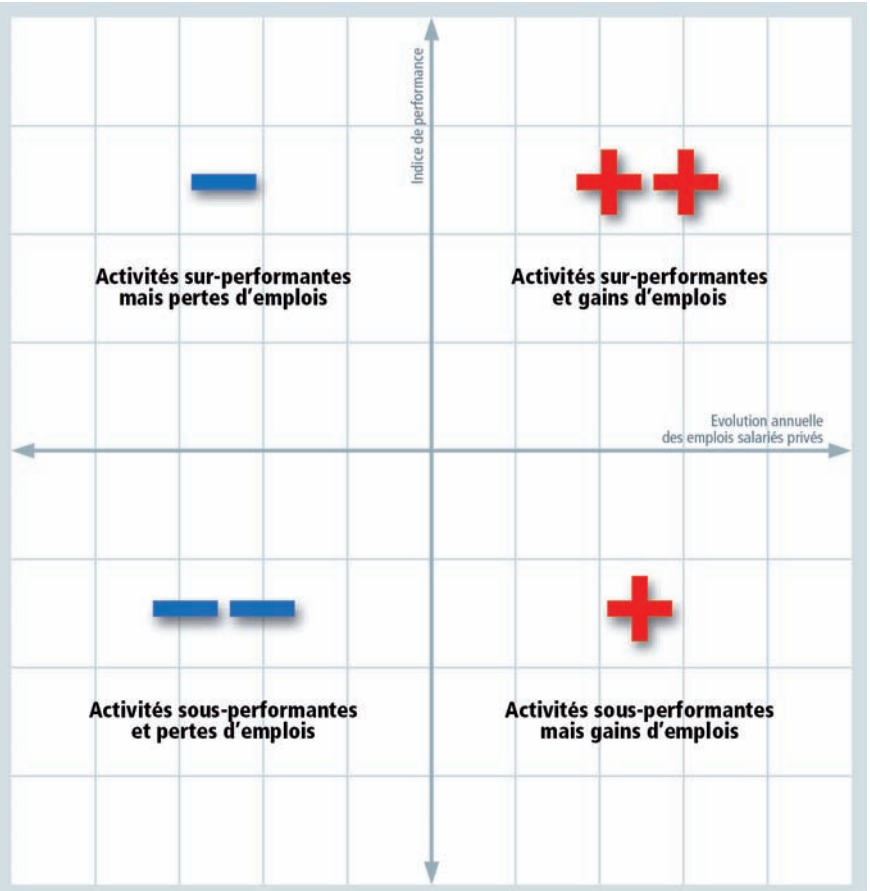
Source : Pôle Emploi.

Performance des activités :

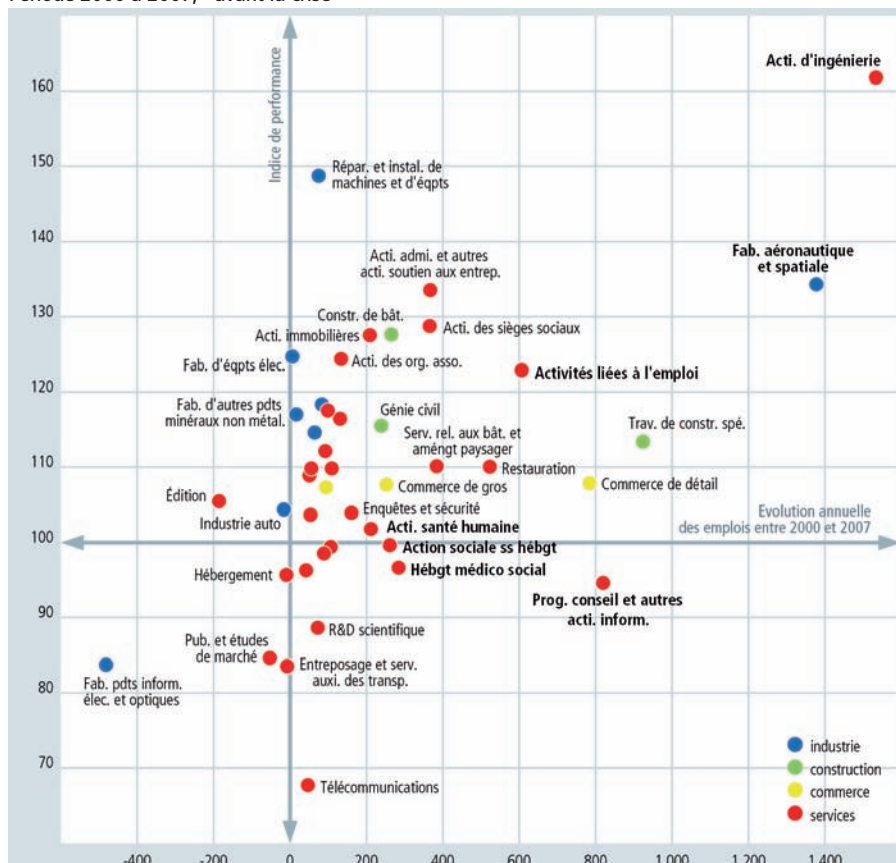
Méthode :

Il s'agit ici d'identifier les ressorts économiques de l'aire urbaine de Toulouse à travers deux indicateurs :

- Axe horizontal : l'évolution annuelle des emplois (en nombre) qui permet de mesurer la réalité économique de chaque secteur d'activité.
- Axe vertical : le niveau de « performance » des secteurs d'activités (en relatif) qui permet d'apprécier l'écart d'évolution entre l'aire urbaine de Toulouse et l'ensemble des aires urbaines de province. Un indice de 100 exprime un équilibre. Un indice supérieur à 100 traduit une « sur-performance » de l'activité sur l'aire de Toulouse. Plus cet indice est fort, plus son niveau de performance est important et inversement.



Période 2000 à 2007, "avant la crise"



Avant la crise, le système de compétences « aérospatial » tire la croissance

Globalement, les activités de l'aire urbaine de Toulouse sont très favorablement orientées au début des années 2000. Les activités d'ingénierie (sous-traitance), la fabrication aéronautique et spatiale et les services informatiques constituent les tous premiers secteurs d'activité créateurs d'emplois dans cette première période. Leur évolution, hormis pour les services informatiques, est très largement supérieure à celle constatée dans l'ensemble des aires urbaines de province. Les activités de construction et de travaux publics, ainsi que les activités commerciales, sont également très performantes, « boostées » par un moteur démographique sans équivalent en France (+ 20 000 habitants par an). L'intérim, qui évolue en fonction des services utilisateurs, que sont l'industrie et la construction, suit une même tendance. Les difficultés concernent essentiellement les activités industrielles, en partie masquées par la vitalité de l'aéronautique et du spatial.

Source : Pôle Emploi.

les ressorts de la croissance et de la résistance

Dans la crise, les services à la population participent à la résistance

En 2008 et 2009, le coup d'arrêt est important, mais il est moins profond qu'ailleurs. En effet, les activités qui tiraient la croissance jusqu'alors poursuivent leur marche en avant, mais à un rythme moins élevé.

Ce sont néanmoins les activités résidentielles les plus actives. Notamment, les activités d'action sociale qui progressent très nettement. La construction est pour sa part en net recul. La baisse de l'activité immobilière et de la construction de logements est au moins aussi pénalisante sur l'emploi qu'ailleurs.

Dans ce contexte tendu, l'évolution de l'intérim singularise la situation toulousaine. S'il a constitué une variable d'ajustement dans la crise, son recul a été nettement moins fort dans l'aire urbaine de Toulouse qu'ailleurs. Cette résistance est liée à la bonne tenue des activités aéronautiques et spatiales.

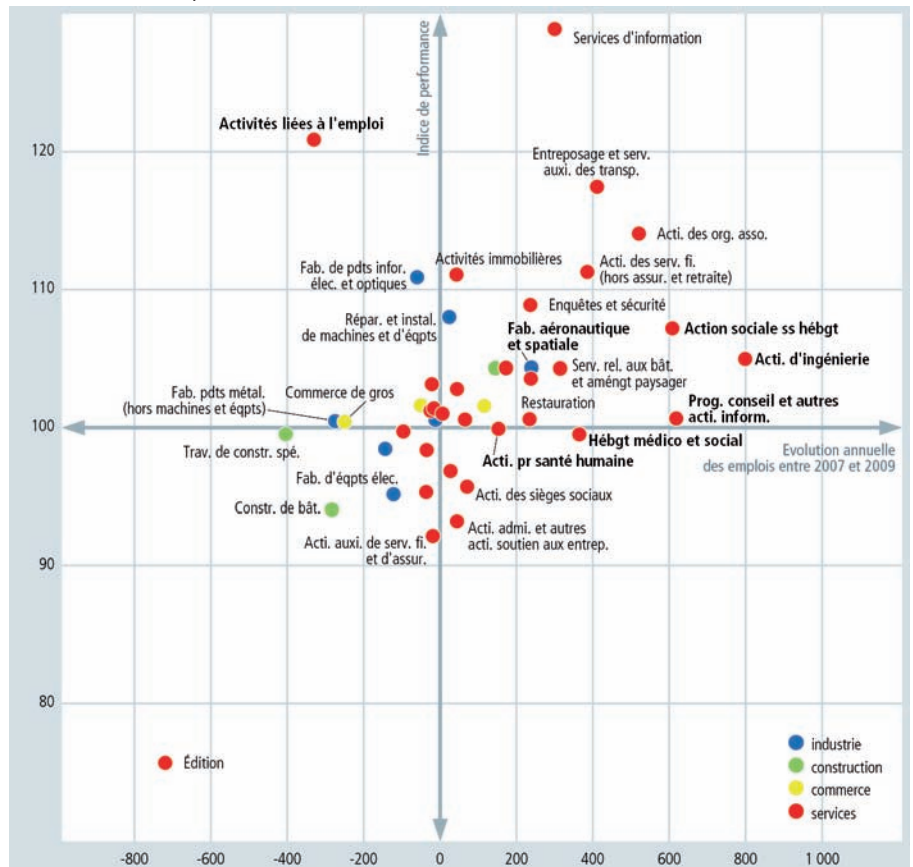
D'autres évolutions, même importantes, ne présentent pas les mêmes enjeux. Ainsi l'édition, en fort recul, traverse des difficultés réelles, notamment dans ses activités les plus traditionnelles. Mais une grande partie de cette évolution est imputable à des mouvements d'entreprises qui auraient changé de code d'activité sur la période, au profit de secteurs comme les services d'information et les activités informatiques.

Depuis, les activités se relancent de manière mesurée

Dès 2010, le portefeuille d'activités de l'aire urbaine de Toulouse redevient un avantage structurel favorable. Les services informatiques de programmation et de conseil en sont l'illustration. Mais l'appareil productif toulousain renoue avec une croissance plus proche de la tendance générale.

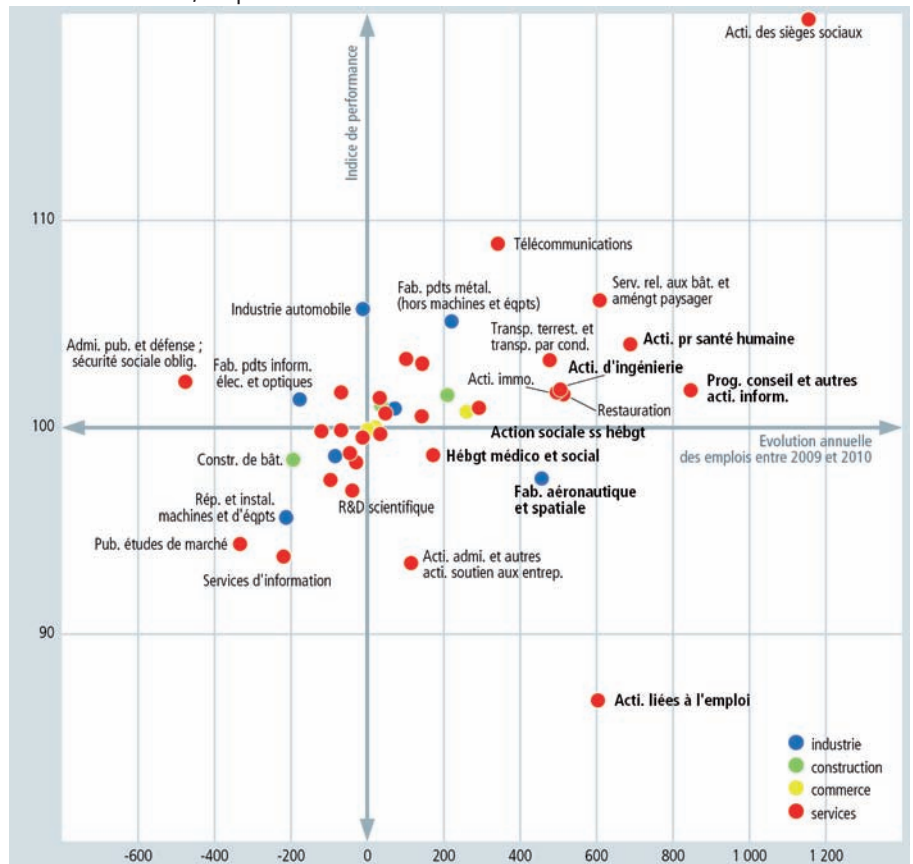
Là encore, l'évolution de l'intérim est singulière. Si son recul est resté mesuré dans la crise, son rebond en sortie l'est tout autant et ne procède pas à un effet de rattrapage. Ce peut-être là le signe d'une économie plus mature, moins dépendante du crédit bancaire et donc moins vulnérable aux impacts de la crise financière. L'aire urbaine de Toulouse n'est pas pour autant à l'abri de décisions extérieures, comme en atteste le cas Sanofi. Les services à la personne sont toujours bien orientés, principalement les activités pour la santé humaine encore en croissance.

Période 2007 à 2009, "dans la crise"



Source : Pôle Emploi.

Période 2009 à 2010, "depuis la crise"



Source : Pôle Emploi.

Tableau de synthèse : l'emploi salarié privé

	Emplois 2010	2000 - 2010		2000 - 2007		2007 - 2009		2009 - 2010	
		évol. / an	% / an	évol. / an	% / an	évol. / an	% / an	évol. / an	% / an
Toulouse	178 173	2 493	1,5%	3 143	1,9%	1 186	0,7%	555	0,3%
Banlieue	146 916	4 801	4,0%	5 740	5,0%	2 264	1,6%	3 302	2,3%
Couronne périurbaine	42 546	1 034	2,8%	1 209	3,4%	-61	-0,1%	1 996	4,9%
Aire urbaine (périmètre actualisé 2010)	367 635	8 328	2,6%	10 092	3,2%	3 390	1,0%	5 853	1,6%
SCoT Grande Agglomération Toulousaine	331 084	7 517	2,6%	9 166	3,2%	3 313	1,0%	4 380	1,3%
SCoT Lauragais	13 461	230	1,9%	256	2,1%	93	0,7%	318	2,4%
SCoT Nord Toulousain	11 618	375	4,0%	461	5,0%	73	0,7%	382	3,4%
SCoT Sud Toulousain	11 913	155	1,4%	113	1,1%	22	0,2%	717	6,4%
InterSCoT	368 076	8 276	2,6%	9 995	3,2%	3 500	1,0%	5 797	1,6%
CU Toulouse Métropole	276 061	6 175	2,6%	7 365	3,1%	3 423	1,3%	3 352	1,2%
CA Muretain	16 761	164	1,0%	247	1,6%	-143	-0,9%	203	1,2%
CA Sicoval	25 966	681	3,1%	972	4,4%	-77	-0,3%	161	0,6%
CA Castres-Mazamet	19 194	-74	-0,4%	14	0,1%	-365	-1,8%	-108	-0,6%
CA Albigeois	22 654	189	0,9%	292	1,4%	67	0,3%	-289	-1,3%
CA Montauban 3 Rivières	21 421	286	1,4%	439	2,2%	-169	-0,8%	127	0,6%
CA Carcassonnais	17 462	221	1,4%	422	2,6%	-223	-1,2%	-306	-1,7%
CA Grand Auch	8 765	17	0,2%	81	0,9%	-163	-1,8%	-71	-0,8%
CC Pays de Foix	4 414	-14	-0,3%	22	0,5%	-134	-2,9%	-22	-0,5%
CC Pays de Pamiers	6 189	146	2,7%	214	4,0%	-48	-0,8%	53	0,9%
CC Saint-Gaudinois	5 899	32	0,6%	75	1,3%	-40	-0,7%	-121	-2,0%

Sources

La mesure de la performance économique des territoires et de leur résistance est ici approchée à partir d'une variable unique, l'emploi. Il est évident que cette variable serait à croiser avec d'autres (défaillances d'entreprises, bilan financier, chômage...) pour rendre compte de la réelle situation des territoires et de leur complexité. Mais l'emploi, et plus particulièrement l'emploi salarié privé, constitue une ressource pour concevoir, produire et vendre sur les marchés, ce qui peut se révéler être un révélateur de l'orientation des activités. D'autre part, l'emploi salarié privé est aussi une composante de la demande par les revenus qu'il génère.

D'un point de vue statistique, les emplois salariés privés représentent la part de l'emploi la plus soumise aux fluctuations économiques. Cette base de données, constituée par Pôle Emploi, couvre le champ de l'assurance chômage, c'est-à-dire l'ensemble des secteurs concurrentiels, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, hormis la quasi-totalité du secteur agricole et para-agricole. Ces données diffèrent légèrement de celles de l'Insee ou de l'Acoss qui couvrent tous les secteurs économiques (marchand et non marchand) sauf l'agriculture. La statistique présentée dans cette note prend en compte les résultats exhaustifs et définitifs des années 2000, 2007 et 2009 ainsi que les résultats provisoires de l'année 2010.

« L'emploi local face à la crise de 2008 à 2009 – un révélateur des divergences territoriales » Les dossiers Fnau n°23 – avril 2011

Dans la continuité des travaux de Laurent Davezies, une étude réalisée par le « Club Economie » de la Fnau constitue l'une des rares approches de la crise économique sur les territoires.

Son objectif n'est pas de rendre compte du déroulement de la crise et de ses effets sur les paramètres conjoncturels des économies locales. La mesure de l'ampleur locale de la crise constitue un point de départ. L'étude s'attache surtout à cerner le rôle joué par les facteurs structurels locaux dans la capacité des territoires à plus ou moins bien résister à la crise. La construction d'un modèle explicatif permet de trancher sur le réel degré de résistance à la crise des différentes économies locales, compte tenu de leurs caractéristiques structurelles.



www.fnau.org (publications 2011)

Bibliographie

- La crise et nos territoires : premiers impacts, octobre 2010, rapport préparé par Laurent Davezies pour l'AdCF, la Caisse des Dépôts et l'Institut CDC pour la recherche.
- La crise qui vient : la nouvelle fracture territoire, octobre 2012, Laurent Davezies.
- La France et ses territoires, Alternatives économiques, hors-série.